

LE TEMPS

un expert pour comprendre Lundi 12 novembre 2012

Population et écologie: éviter les solutions simplistes

Par Graziano Lusenti*

L'initiative «Halte à la surpopulation» a récolté assez de signatures. Elle pose de bonnes questions mais propose de mauvaises réponses. Par Graziano Lusenti, Dr. sc. polit., conseiller pour investisseurs institutionnels, Lusenti Partners LLC, Nyon, g.lusenti@lusenti-partners.ch

L'initiative populaire «Halte à la surpopulation» lancée par l'association Ecologie et population a récolté le nombre requis de signatures. Le texte qui sera soumis à l'appréciation du peuple propose de limiter à 0,2% la croissance annuelle due à l'immigration étrangère en Suisse et d'affecter 10% des ressources de la coopération au développement dans les pays du tiers-monde à des mesures visant à encourager la planification familiale volontaire (contrôle des naissances). Le libellé du texte et le succès de la campagne de récolte des signatures permettent d'anticiper une alliance de circonstance entre l'extrême droite xénophobe, l'extrême gauche «anticapitaliste» et certains milieux urbains «bobos» et «écologues»: ses chances de succès ne sont donc pas minces. Quoiqu'à notre sens pernicieuse, elle a le mérite de poser des questions essentielles.

Existe-t-il un niveau optimal de la population? On peut répondre par la négative à cette question, qui reste d'actualité depuis que le bon révérend et économiste Thomas Robert Malthus la posait au Royaume-Uni au sortir de la Révolution française: il prédisait l'enfer sur terre si les milieux éclairés ne prenaient immédiatement des mesures drastiques de contrôle des naissances, en particulier parmi les prolétaires. Son argumentaire était simple: jamais la production des biens agricoles ne parviendrait à suivre celle de la population, si bien qu'il en résulterait inmanquablement d'effroyables famines. Or, il n'en a rien été: les progrès dans la production économique, en matière d'hygiène, d'alimentation et d'éducation, combinés aux différentes vagues d'émigration, ont permis depuis lors une croissance spectaculaire de la population mondiale (1 milliard d'habitants à l'époque de Malthus, 7 milliards aujourd'hui), alors que le taux d'accroissement démographique a fortement baissé depuis les années 1960 (passant de 2% à 1,14%). En d'autres termes: la croissance démographique maîtrisée n'est pas un frein à la croissance économique et au progrès, mais bien l'une de ses conditions.

A-t-on vraiment besoin de plus de croissance économique? Les promoteurs de l'initiative n'ont pas en ligne de mire seulement la croissance de la population, mais aussi celle de l'économie: ils argumentent que cette dernière pille nos ressources naturelles et engendre des pollutions. Mais la croissance économique n'est pas que matérielle, mais aussi et surtout immatérielle et qualitative: par le biais des gains de productivité, elle augmente le niveau de vie, permet davantage de loisirs (culture, sports, vacances!) et augmente les possibilités d'éducation et de formation, dont bénéficient les populations les moins favorisées, comme les femmes ou les migrants; elle procure davantage de ressources pour financer la recherche ou lutter contre les maladies; elle engendre des processus ou des matériaux nouveaux, qui favorisent une utilisation parcimonieuse des ressources naturelles; elle améliore l'alimentation et contribue à l'allongement de l'espérance de vie. Ainsi, la croissance et le progrès, sur le plan de «l'avoir» (progrès scientifique, économique, technologique) et de «l'être» (progrès moral et social) sont plus indispensables que jamais pour affronter les défis immenses du XXI^e siècle.

Plus d'humains, une nuisance ou une richesse? Mais la question la plus essentielle que pose l'initiative n'est pas de nature démographique ou économique, mais bien philosophique: plus d'humains rendent-ils un pays plus «humain» ou plus «inhumain», «meilleur» ou «pire»? Les humains sont-ils appréhendés comme des êtres nuisibles, pollueurs, de stupides et mornes consommateurs dont il faut limiter la croissance? Ou comme des êtres productifs, producteurs de richesses matérielles et spirituelles (les arts! les spiritualités!), qui matérialisent leur liberté, façonnent leur destin et rendent ce monde meilleur? La Suisse la plus désirable est-elle une terre exsangue, comme au sortir des grandes pestilences du Moyen Âge, ou une terre pleine, bruissant d'activités, où retentissent les cris des enfants? Il en va de la foi en la Vie, en l'Homme, en son Aventure.

Quelles mesures ciblées? Mais ne tombons pas dans l'idéalisme béat: oui, nos trains sont trop souvent bondés et nos autoroutes bouchées, la pénurie des logements est une réelle plaie, les prix de l'immobilier flambent hors de proportion, les espaces de nature sauvage rapetissent. Doit-on pour autant en incriminer l'immigration, alors que dans ce pays le bien-être n'a jamais été si élevé? S'il faut prendre des mesures, qu'elles soient ciblées! Ainsi, accroître la capacité et la fréquence des trains, augmenter la densification des constructions, gérer de manière plus rationnelle les zones constructibles, créer de nouveaux espaces verts, introduire des incitations pour un usage responsable de l'énergie et de l'eau, limiter les sources et les niveaux de pollution: autant de domaines concrets d'interventions positives – et non des solutions simplistes et inappropriées!

* Dr. sc. polit., conseiller pour investisseurs institutionnels, Lusenti Partners LLC, Nyon, g.lusenti@lusenti-partners.ch

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA